



## **MISSION LOCALE SUD ISERE**

Association Loi 1901

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2025*

DS



## **MISSION LOCALE SUD ISERE**

Association Loi 1901

**Siège social : 31 Rue de Normandie-Niemen**

**38130 ECHIROLLES**

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

#### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2025*

Aux Membres de l'Association Mission Locale Sud Isère

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mission Locale Sud Isère relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

DS



## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n°2022-06 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note II.7 « Variation des fonds dédiés » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives aux fonds dédiés.  
Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La note II.12 « Détails des subventions » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives aux subventions d'exploitation.  
Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons examiné les modalités de l'inscription en produits des subventions d'exploitation et nous nous sommes assurés que la note « Subventions de fonctionnement et activités spécifiques » de l'annexe fournit une information appropriée.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier adressé aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

DS



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

DS



capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Seyssinet-Pariset,

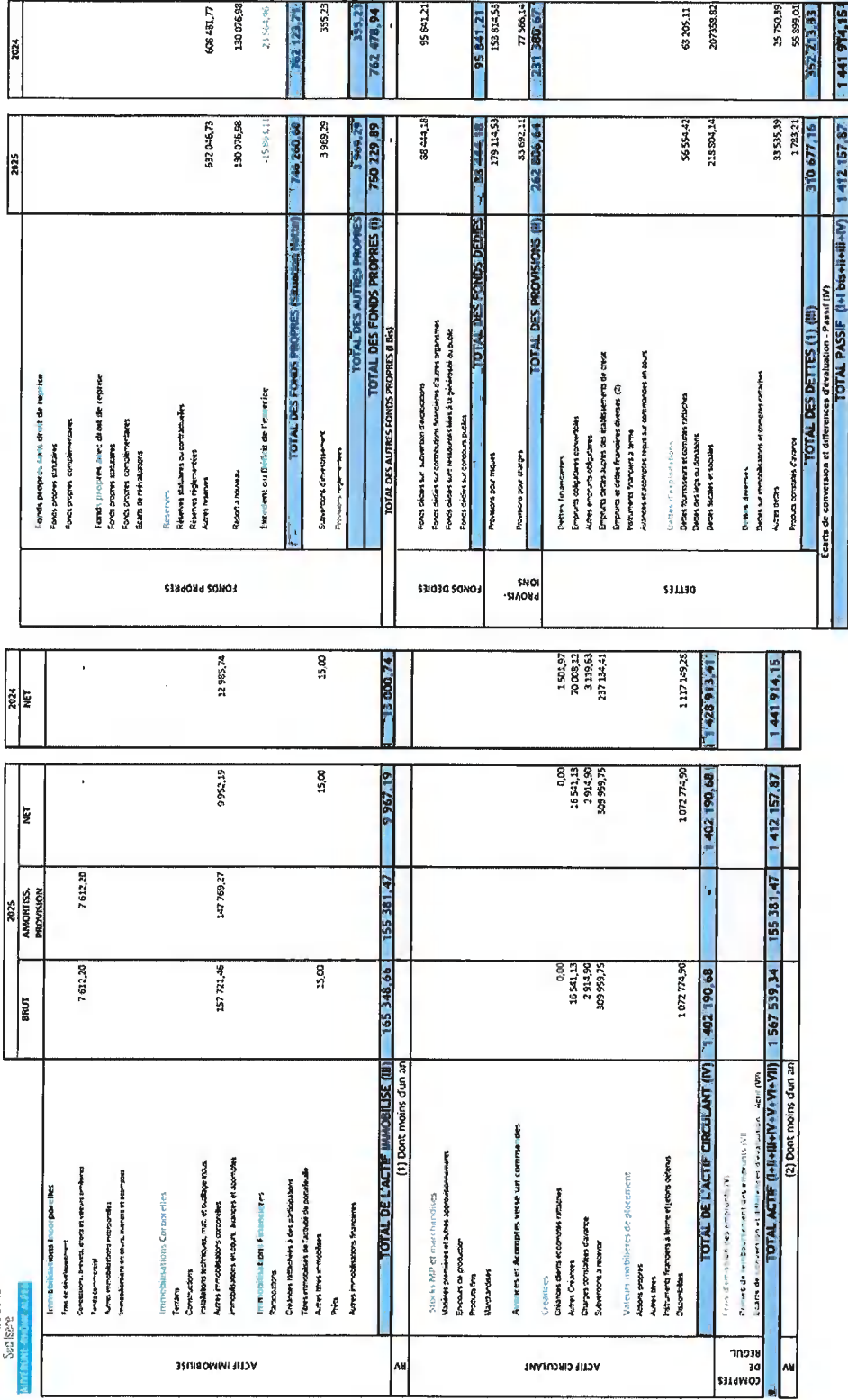
Signé par Dominique Seon  
Le 29 mai 2026



doc\_a09k  
tx\_xyA4on6zLi83

Le Commissaire aux comptes  
**SARL RMC**, représentée par  
M. Dominique SEON

DS





## Compte de résultat 2025

		Réalisé 2025	Réalisé 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION	PRESTATIONS DE SERVICES	45 943,39	61 925,87
	CONCOURS PUBLICS	7 735,91	24 011,26
	SUBVENTIONS	1 580 454,07	1 603 501,22
	REPRISE SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	102 841,21	309 517,93
	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	0,00	0,00
	QUOTE-PART D'INVESTISSEMENT VIREE AU RESULTAT	1310,72	
	AUTRES PRODUITS	1 620,88	2 839,82
	<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 739 906,18</b>	<b>2 001 796,10</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	ACHATS	120 900,98	64 083,04
	SERVICES EXTERIEURS	33 208,55	27 972,17
	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	69 732,93	71 637,35
	IMPOTS ET TAXES	81 881,58	87 956,18
	CHARGES DE PERSONNEL	1 313 423,20	1 518 131,24
	CHARGES DE GESTION COURANTE / AUTRES CHARGES	5 423,87	1 543,30
	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROV.	140 283,88	219 872,79
	<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>1 764 854,99</b>	<b>1 991 196,07</b>
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-24 948,81</b>	<b>10 600,03</b>
OPERA. COMM.	BENEFICES ATTRIBUES OU PERTE TRANSFEREE (III) PERTE SUPPORTEE OU BENEFICE TRANSFERE (IV)		
CHARGE PRODUITS FINANCIERS	Autres intérêts et produits assimilés	9 085,70	12 714,19
	<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>9 085,70</b>	<b>12 714,19</b>
CHARGE S FINANCIERS	Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
	<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>9 085,70</b>	<b>12 714,19</b>
	<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV-VI)</b>	<b>-15 863,11</b>	<b>23 314,22</b>
	PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)		250,74
	CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)		
	<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>0,00</b>	<b>250,74</b>
	PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (IX) IMPOTS SUR LES BENEFICES (X)		
	<b>TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	<b>1 748 991,88</b>	<b>2 014 761,03</b>
	<b>TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>1 764 854,99</b>	<b>1 991 196,07</b>
	<b>RESULTAT EXERCICE</b>	<b>-15 863,11</b>	<b>23 564,96</b>
	<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Locaux siège Echirrolles	50 040,00	50 040,00
	Locaux siège Pont de Claix	23 400,00	23 400,00
	Locaux siège Eybens	10 406,00	10 406,00
	Bureau Gières	600,00	
	Bureau Vif	295,00	295,00
	Bureau Varcès		
	Permanence		
	Bénévolat		
	<b>TOTAL</b>	<b>84 741,00</b>	<b>84 141,00</b>
	<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Locaux siège Echirrolles	50 040,00	50 040,00
	Locaux siège Pont de Claix	23 400,00	23 400,00
	Locaux siège Eybens	10 406,00	10 406,00
	Bureau Gières	600,00	
	Bureau Vif	295,00	295,00
	Bureau Varcès		
	Permanence		
	Prestation en nature		
	Bénévolat		
	<b>TOTAL</b>	<b>84 741,00</b>	<b>84 141,00</b>

## METHODOLOGIE ET COMMENTAIRES SUR LES COMPTES

Le plan comptable stipule que les Associations doivent présenter leurs comptes annuels et une annexe.

Le Mission Locale Sud Isère, Association loi 1901,

Présente ses comptes annuels dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1 412 157,87 euros</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 739 906.18 euros</b>
<b>RESULTAT NET (déficitaire)</b>	<b>-15 863.11 euros</b>

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 19.05.2026

Cette annexe composée de commentaires et tableaux comprend deux parties :

I - Règles et méthodes comptables.

II - Compléments d'informations au Bilan et au Compte de Résultat.



**ANNEXE AUX ETATS COMPTABLES**  
**SOMMAIRE DES DIFFERENTS POINTS DE L'ANNEXE**

**I- REGLES ET METHODES COMPTABLES**

**II- COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

- 1) Immobilisations
- 2) Amortissements
- 3) Etat des créances
- 4) Produits à recevoir
- 5) Charges constatées d'avance
- 6) Variations des fonds propres
- 7) Variation des fonds dédiés
- 8) Tableau des provisions
- 9) Etat des dettes
- 10) Charges à payer
- 11) Evaluation des contributions volontaires
- 12) Effectif (en ETP) au 31 décembre
- 13) Annexe libre :
  - a) Engagements sociaux  
Indemnités de fin de carrière
  - b) Détails Subventions
  - c) Informations

3/13

DS

## I- REGLES ET METHODES COMPTABLES

(C. Com art. 11, D. 83-24-1 et 2)

- ❖ Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière (règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ainsi que le règlement ANC n°2018-06) et dans le respect du principe de prudence. Les conventions suivantes ont été respectées :
  - Continuité de l'exploitation,
  - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - Indépendance des exercices.
- ❖ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent, suivant les évolutions imposées par les dispositions du règlement ANC n°2018-06, règlement ANC n°2022-06 complétée par le règlement ANC n°2023-03 spécifiques aux organismes à but non lucratif)
- ❖ Description de l'activité et des moyens de l'entité

L'association poursuit une mission d'intérêt général, à ce titre elle a notamment pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.

A ce titre, elle se propose d'aider les jeunes à bâtir un projet social et professionnel en accord avec leurs souhaits et leurs capacités. Elle s'engage à les accompagner et à les suivre dans leur insertion socio-professionnelle, notamment en élaborant des réponses adaptées à leur situation en matière d'accès à l'emploi, de formation, de santé, de logement, de culture, de sports et de loisirs.

L'association favorise la reconnaissance des droits et devoirs des jeunes et l'exercice effectif de leur citoyenneté.

L'association favorise la concertation entre ses différents partenaires (Etats, collectivités territoriales, partenaires économiques et sociaux, organismes de formation et milieu associatif) en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et sociale et contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre dans sa zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Dans ce contexte, la Mission Locale devra notamment susciter et développer au plan local un partenariat entre les structures et organismes existants, tout en veillant à une cohérence d'ensemble sur les domaines du logement, de l'insertion professionnelle, de la santé, des loisirs, de la citoyenneté, de l'intégration dans la cité, des pratiques culturelles et sportives.

Les différentes actions devront être adaptées aux politiques et aux problématiques locales et s'appuyer sur les objectifs de l'Etat, de la Région et des collectivités territoriales.

Elle peut réaliser toutes activités mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet.
- ❖ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.
- ❖ Immobilisations

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé (voir II.1) correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, soit sur le mode linéaire, soit sur le mode dégressif (voir II.2).
- ❖ Créance et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale (voir II.4).
- ❖ Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

4/13

DS

## II- COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

### II. 1 Immobilisations

#### SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS		Montant début d'exercice	Augmentations	
			sur rééva- luation	acquisit. création..
incor- pore.	Frais d'établiss. de recherche et de développ. I	0		
	Autres immobilisations incorporelles II	7 612		
cor- po- rel- les	Terrains	0		
	cons- truc- tions	0		
	sur sol propre	0		
	sur sol d'autrui	0		
	Inst.gén, agenc.&amén. des constructions	0		
	Inst.techniques, mat et out. industriel	0		
	autres immo.	26 982		
	Autres inst gén, agenc, aménag. divers	0		
fi- nan- cières	Matériel de transport	0		
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	120 359		10 380
	Emballages récup. et divers	0		
	TOTAL III	147 341	0	10 380
	Participations et créances rattachées	0		
	autres titres immobilisés	0		
	Prêts et autres immobilisations financières	0		
	TOTAL IV	0	0	0
	TOTAL I + II + III + IV	154 953	0	10 380

IMMOBILISATIONS (suite)		Diminutions		Montant fin d'exercice
		virement poste à p.	sortie- cession	
incor- pore.	Frais d'établiss. de recherche et de développ. I			0
	Autres immobilisations incorporelles II			7 612
cor- po- rel- les	Terrains			0
	cons- truc- tions			0
	sur sol propre			0
	sur sol d'autrui			0
	Inst.gén, agenc.&amén. des constructions			0
	Inst.techniques, mat et out. industriel			0
	autres immo.			26 982
	Autres inst gén, agenc, aménag. divers			0
fi- nan- cières	Matériel de transport			0
	Matériel de bureau et informatique, mobilier			130 739
	Emballages récup. et divers			0
	TOTAL III	0	0	157 721
	Participations et créances rattachées			0
	autres titres immobilisés			0
	Prêts et autres immobilisations financières			0
	TOTAL IV	0	0	0
	TOTAL I + II + III + IV	0	0	165 334

5/13

DS

## II. 2 Amortissements

### SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant début d'ex	Augmen- tations	Dimi- nutions	Amorts fin d'ex
Frais d'établiss. de recherche et de développ. I		0			0
Autres immobilisations incorporelles II		7 612			7 612
Terrains		0			0
cons- truc- tions	sur sol propre	0			0
	sur sol d' autrui	0			0
	Inst.gén, agenc.&amén. des constructions	0			0
Inst.techniques, mat et out. industriel		0			0
autres immo. corpo- relles	Autres inst gén, agenc, aménag. divers	20 193	4 372		24 565
	Matériel de transport	0			0
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	114 162	9 042		123 204
	Emballages récup. et divers	0			
TOTAL III		134 355	13 414	0	147 769
TOTAL I + II + III		141 967	13 414	0	155 381

La Mission Locale Sud Isère n'utilise que le mode d'amortissement linéaire.

Nature de l'amortissement	durée en année
Logiciel	1
Informatique	4
Mobilier de bureau	10
Agencement	entre 4 et 15

## II. 3 Etats des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres org. sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts,taxes et versts assimilés			
Subventions à recevoir	309 959,75	309 959,75	
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers	16 541,13	16 541,13	
Charges constatées d'avance	2 914,90	2 914,90	
<b>TOTAUX</b>	<b>329 415,78</b>	<b>329 415,78</b>	<b>0,00</b>
RENVOIS	contrôle		
(1) Montant des prêts acc. en cours d'ex.			0
Montant des remb.obtenus en cours d'ex.			
(2) Prêts et av. consentis aux associés (pers.phys.)			

6/13

DS

#### **II. 4 Produits à recevoir**

Produits à recevoir : 7 399,17 euros

#### **II. 5 Charges constatées d'avance**

Charges constatées d'avance : 2 914.90 euros

#### **II. 6 Variations des fonds propres**

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	608 481,77		23 564,96		632 046,73
Report à nouveau	130 076,98				130 076,98
Excédent ou déficit de l'exercice	23 564,96	23 564,96			
Situation Nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	355,23		4 924,78	1 310,72	3 969,29
Provisions réglementées					
TOTAL	762 478,94	23 564,96	28 489,74	1310,72	756 205,86

#### **II. 7 Variation des fonds dédiés**

La situation de l'exercice est la suivante :

Position au 01/01/2025	95 841.21 €
Fonds reçus en 2025	88 444.18 €
Fonds utilisés en 2025	95 841.21 €
Fonds dédiés disponible au 31/12/2025	88 444.18 €

Dans le compte de résultat, le compte 689 comptabilisé les fonds dédiés reçus sur l'exercice (en 74, subventions) et à réaliser à la fin de l'exercice (pour 88 444.18 €) et le compte 789 enregistre les actions réalisées en 2025 sur les financements reçus les années précédentes (pour 95 841.21 €, soit un net de 88 444.18 €).

### Détail des Fonds Dédiés au 31/12/2025

	Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice (Compte 194 )	Reports (Comptes 7894 / 7895 / 7896)	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global (Comptes 6894 / 6895 / 6896)	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	Subventions d'exploitation							
	CEJ 2024	95 841,21	95 841,21				-	
	CEJ 2025			88 444,18			88 444,18	
							-	
Reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif	Contributions financières d'autres organismes							
							-	
							-	
Dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.	Ressources liées à la générosité du public							
							-	
							-	
Total		95 841,21	95 841,21	88 444,18	0,00	0,00	88 444,18	

### II. 8 Tableau des provisions

	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Prov. Retraite	77566.14	6 125.97		83 692,11
Prov. METRO Aller-Vers Villeneuve Cité éducative	7 000		7 000	0
Prov Social	146 814.53	32 300		179 114.53
<b>TOTAL</b>	<b>231 380.67</b>	<b>38 425.97</b>	<b>7000</b>	<b>262 806.64</b>

Provisions sociales ont été constitués pour répondre à d'éventuels risque RH.

## II. 9 Etats des dettes

	Montant	A 1 an	A plus	A plus
ETAT DES DETTES	brut	au plus	d'1 an	de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts&dettes auprès des ets de crédit				
à 2 ans maximum				
à + de 2 ans à l'origine				
Emprunts&dettes financières divers (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	56 554,42	56 554,42		
Personnel et comptes rattachés	95 051,64	95 051,64		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	109 451,39	109 451,39		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes&vers. assimilés	14 301,11	14 301,11		
Dettes/immob et cptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	33 535,39	33 535,39		
Dettes représentatives de titres prêtés				
Produits constatés d'avance	1 783,21	1 783,21		
<b>TOTAUX</b>	<b>310 677,16</b>	<b>310 677,16</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
			contrôle	0
RENOIS				
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'ex.				
(2) Div.emp&dett contract.auprès des ass (pers.phys)				

## II. 10 Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes fourn. Facture non parvenues (cpt 4081)	17 184.47 euros
Dettes prov. Pour CP et précarité (et autres (cpt 4282, 4283 & 4284)	95 051.64 euros
Dettes prov. Charges sur CP - précarité (cpt 4386 & 4387)	47 510.20 euros
Dettes Etat impôts et taxes à payer (compte 4486)	7 091.82 euros
<b>TOTAL</b>	<b>166 838.13 euros</b>

## II. 11 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance : 1 783,21euros

**Les produits constatés d'avance concernent les frais de gestion des Fonds d'aide d'urgence**

9/13

DS



## II. 12 Détails des subventions

Prestations de Service		
Dénomination	Nom du financeur	Montant
Orienter vers la formation et l'emploi	Mission Locale Grésivaudan	42 924
Prestation Equipe Emploi - ML IDV	MLIDV	3 019,39
<b>TOTAL</b>		<b>45 943,39</b>

Subventions de Fonctionnement		
Dénomination	Nom du financeur	Montant
Contrat Pluriannuel d'Objectifs + CEJ + Obligation de formation	Etat	705 885
Contrat Pluriannuel d'Objectifs	Conseil Régional	171 694
Fonctionnement	Grenoble Alpes Métropole	521 059
<b>TOTAL</b>		<b>1 398 638</b>

Subventions Activités Spécifiques		
Dénomination	Nom du financeur	Montant
PPAE	Pôle Emploi	65 873,87
Aller vers les Jeunes de la Villeneuve d'Echirolles	Grenoble Alpes Métropole Contrat de ville	5 500,00
Aller vers Publics Prioritaire Echirolles	Grenoble Alpes Métropole Contrat de ville	15 000,00
Aller vers et co-accompagnement PDC	Grenoble Alpes Métropole Contrat de ville	5 000,00
Lutte contre les discriminations	Grenoble Alpes Métropole Fonds de Cohésion Sociale	2 000,00
Santé	Département	8 000,00
Coup de Pouce	Département	3 000,00
Aller/Vers Sport 2024-2025	Département	5 000,00
Bien être: solution d'évasion	MILDECA	9 500,00
Projet Handicap - Parcours vers l'Avenir 2024-2025	REGION	49 942,20
Psychologue ARS		13 000
<b>TOTAL</b>		<b>181 916,07</b>

## II. 13 Evaluation des contributions volontaires

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2025	2026
Dons en nature		
Prestations en nature		
Locaux siège Echirolles	50 040,00	50 040,00
Locaux siège Pont de Claix	23 400,00	23 400,00
Locaux siège Eybens	10 406,00	10 406,00
Bureau Gières	600,00	600,00
Bureau Vif	295,00	295,00
Bureau Varcès		
Permanence		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>84 741,00</b>	<b>84 741,00</b>
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2025	2026
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Locaux siège Echirolles	50 040,00	50 040,00
Locaux siège Pont de Claix	23 400,00	23 400,00
Locaux siège Eybens	10 406,00	10 406,00
Bureau Gières	600,00	600,00
Bureau Vif	295,00	295,00
Bureau Varcès		
Permanence		
Prestation en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>84 741,00</b>	<b>84 741,00</b>

## II. 14 Ventilation de l'effectif en ETP

Personnel administratif	12,80
Personnel d'exploitation	20,90
Effectif au 31/12/2025 salarié	33,70 etp
(Tout confondus y compris les salariés en arrêt maladie.)	

## II. 15 Annexe Libre

### a) Engagements sociaux

#### Indemnités de fin de carrière

La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

11/13

DS

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de **dette actuarielle**.

Les hypothèses de calcul sont :

- Le taux d'actualisation s'élève 3.2%
- L'âge de départ prévu est de 64 ans
- Le taux de charges est de 35% ok
- Le turn-over est calculé sur la base : Turn over moyen ok
- Evolution des salaires : 1% ok

L'engagement global est de 83 692.11 euros. Le montant total de la provision au 31/12/2025 s'élève à 83 692.11 euros.

#### **b) Informations**

L'année 2025 a vu la finalisation du déploiement de la nouvelle organisation.

Le travail entamé en 2023 a demandé du temps en termes de déclinaisons opérationnelles. Le passage d'un modèle de fonctionnement historique à un modèle adapté aux nouveaux dispositifs et aux nouvelles modalités d'accompagnement (CEJ, ateliers collectifs, etc...) a engendré des nouvelles modalités d'organisation et de fonctionnement. Ces changements profonds ont eu des impacts RH importants liés à des mobilités de personnel. La MLSI a dû recruter, accompagner, former des nouveaux salariés. Cette charge de travail a impacté l'ensemble de services et des fonctions (Conseiller en Insertion Sociale et Professionnelle, Chargé de projet, Chargé d'accueil, Encadrement).

Les équipes constituées suite à ces recrutements permettent la mise en place de réorganisation.

La gouvernance qui a connue des contraintes ces dernières années a pu être stabilisée suite à la révision statutaire et à l'engagement d'un bureau fortement mobilisé qui a su travailler dans l'intérêt de l'association.

L'année 2025 a été marquée par la labellisation de la MLSI. Ce dossier a nécessité une forte mobilisation de l'ensemble des acteurs (Salariés, Bureau, CA, partenaires, institutions, financeurs, ...). Ce dossier a permis de mieux structurer l'organisation et les processus internes en formalisant. La labellisation a aussi permis de créer une dynamique collective dans laquelle l'ensemble des salariés se sont impliqués. Une commission d'amélioration continue a vu le jour, pour permettre d'évaluer et de progresser sur l'ensemble des champs couverts par la Mission Locale.

En 2025, la mission locale a également retravaillé son offre de service et sa feuille de route pour 2025-2026. L'ensembles ateliers collectifs et des modalités d'accompagnements individuels ont été revisités : 44 ateliers collectifs ont été

12/13

DS

élaborés et structurés au travers de fiches techniques détaillées. Ce travail s'est fait dans la continuité de la logique de labellisation.

